

**Séance du Conseil général du 29 mars 2004  
à 20.00 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

<b>1. Appel</b>
-----------------

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le président souhaite la bienvenue aux Conseillers et salue tout particulièrement M. Jean-Pierre Bouille, nouveau parlementaire communal qui a remplacé M. Raphaël Willemin, M. Jean Jobin, ingénieur qui présentera une partie du projet lié à l'extension du réseau d'eau, la presse et le public. Il procède à l'appel nominal des conseillers généraux. 18 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Françoise Cuenin, Messieurs Denis Chappatte et Jean-François Humair sont excusés.

Monsieur Jean-Marc Boichat, Conseiller communal, est également excusé.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 10 du 10 mars 2004.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

Sur proposition du président, l'ordre du jour suivant est accepté :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 15 décembre 2003
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et approuver la modification de l'art. 26 du Statut du personnel de la commune
6. Nomination d'un membre à la commission d'école primaire, en remplacement de Mme Daniela Sauser (PLR), démissionnaire
7. a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 2'043'000.00 destiné à la réfection et à la prolongation du réseau d'eau communal (réservoir de La Combatte du Pas, Les Prailats, via Les Prés-Derrière), ainsi que la réfection de la conduite de « Beauregard »  
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote relatif au crédit précité

<b>2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 15 décembre 2003</b>
---

Le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2003 ne donne lieu à aucun commentaire.

Il est déclaré accepté par le Président, sans votation.

### 3. Communications

#### a) Communications du bureau du Conseil général.

Les membres du bureau du Conseil général prient les Conseillers de bien vouloir les excuser d'avoir déplacé le Conseil de ce soir, initialement prévu le 5 avril prochain. En effet, en raison des délais à respecter pour la votation communale relative au point no 7 de l'ordre du jour de la présente séance, le bureau du Conseil général a avancé la séance d'une semaine.

Suite à la démission de Monsieur Pierre-André Lehmann, il faudra trouver un nouveau membre pour le remplacer au sein de la Commission de promotion économique.

La journée des bureaux des Conseils généraux de la République et Canton du Jura et du Jura bernois se déroulera, cette année, aux Bois. La date retenue pour cette journée est le 4 septembre 2004.

Les postulats et motions encore en cours sont les suivants :

Motion no 3 de M. Paul-Justin Boillat, modalités de convocation du Conseil général, déposée le 25 novembre 2003, traitée le 15 décembre 2003.

Postulat de Mme Françoise Cuenin, révision de certains règlements communaux, déposé le 17 avril 2001, traité en partie le 2 juillet 2001.

#### b) Communications du Conseil communal.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, signale qu'une somme de Fr. 5'000.00 nous a été allouée par la loterie romande pour la rénovation du cimetière des pestiférés.

Une parcelle de terrain dans le secteur « Au Jourez » a été vendue à M. Denys Barth, pour la construction d'une villa familiale.

Une dépense de Fr. 20'000.00 a été votée pour la participation à la rénovation du Pont de la Ronde à Biaufond. Le Canton restituera Fr. 6'400.00 en 2008.

Comme indiqué dans la presse, les subventions cantonales pour la construction d'une halle de gymnastique ne pourront pas être versées avant 2011, voire 2015.

Cridor organise une journée de nettoyage dans chaque village intéressé. La Commune s'associe à cette idée et attend des volontaires le jour de la foire ; il leur sera remis une casquette et un balai.

La manifestation d'anniversaire de la RCJU aura lieu les 5 et 6 juin 2004. Un sentier sera balisé de La Petite Côte au Noirmont. Différentes attractions seront organisées tout au long du parcours.

### 4. Questions orales

#### 1) Monsieur Paul-Justin Boillat

Le souci de Monsieur Boillat se porte sur le barrage du Refrain, ouvrage français qui retient le lac de Biaufond et s'appuie sur la limite communale. Cet ouvrage centenaire est, apparemment, dans un état critique. D'autre part, on a noté un regain d'activités sismiques dans l'arc jurassien. Monsieur Boillat souhaite donc savoir si le Conseil communal a obtenu des nouvelles récentes de la situation relative à ce barrage ou s'il est prêt à en prendre. Si ce barrage venait à céder, cela engendrerait des dégâts considérables jusqu'à Saint-Ursanne. Sur le territoire communal, nous n'avons guère d'habitations sur le tronçon concerné, mais cela créerait d'autres dégâts très importants. Il est de notre devoir de nous soucier de l'état de cet ouvrage.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, précise que le Conseil communal n'a obtenu aucune information relative au dernier tremblement de terre. En ce qui concerne le réseau d'eau, le Service des eaux nous a fait remarquer qu'il n'y a eu aucune conséquence sur les conduites d'eau. Monsieur Gabriel Bilat estime que l'état du barrage du Refrain est moins inquiétant que celui du barrage du Châtelot, barrage pour lequel nous avons une alarme en cas de problème. Monsieur le Maire précise que le Conseil communal se renseignera concernant l'état du barrage du Refrain.

Monsieur Paul-Justin Boillat est satisfait.

## 2) Monsieur Henri Boillat

Monsieur Henri Boillat se réfère au problème des bus scolaires qui ne sont pas munis de ceintures de sécurité, ce qui engendre de graves conséquences en cas d'accident. Monsieur Boillat souhaite donc savoir si les bus scolaires de la Commune sont munis de ceintures de sécurité ou, dans le cas contraire, s'ils le seront dans un proche avenir.

Madame Nancy Braendle précise que le bus appartenant à la Commune est en ordre. Lors de son achat, le Conseil communal avait tenu compte du probable changement de normes. Par contre, en ce qui concerne les autres bus, le problème n'est pas encore réglé. En effet, le Canton veut aller au-delà des exigences fédérales, de manière importante. A partir de la rentrée 2004, le Canton propose de ne plus prendre en compte, dans la répartition des charges, le financement des transports scolaires effectués au moyen de bus non conformes à leurs exigences. Pour Monsieur Joliat, cela supposera peut-être l'achat d'un nouveau véhicule. A l'échelon cantonal, il s'agit-là d'un grand nombre de cas qui posent problèmes. Le Canton nous a remis un questionnaire à remplir jusqu'au 28 avril prochain. Nous essaierons de couper la poire en deux, entre les exigences fédérales et cantonales.

Monsieur Henri Boillat est satisfait.

## 5. Discuter et approuver la modification de l'art. 26 du Statut du personnel de la commune

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, passe la parole à Monsieur le Maire, rapporteur du Conseil communal, pour l'entrée en matière.

Monsieur Gabriel Bilat précise que, suite à l'engagement d'un conducteur de bus scolaire, nous avons dû compléter notre règlement du Statut du personnel. A l'article 26 du classement des fonctions, nous avons donc rajouté le conducteur de bus scolaire dans les classes 4 à 5. Le Conseil communal recommande l'approbation de ce complément d'article.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion sur l'entrée en matière.

Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, la discussion est close.

Sur le fond, Monsieur le Maire n'a rien à ajouter.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre le débat.

Aucun membre ne s'exprimant, la discussion est close.

Au vote, le point 5 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

## 6. Nomination d'un membre à la commission de l'école primaire, en remplacement de Mme Daniela Sauser (PLR), démissionnaire

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion.

Monsieur Francis Sauser, au nom du Parti libéral radical, propose la candidature de Madame Florence Tschäppät, nouvelle résidente de notre Commune depuis janvier 2004. La famille Tschäppät a construit une maison familiale dans le quartier du Jourez. Aucune autre candidature n'est proposée. Au vote, Madame Florence Tschäppät est nommée membre de la Commission de l'école primaire à l'unanimité.

7. a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 2'043'000.00 destiné à la réfection et à la prolongation du réseau d'eau communal (réservoir de La Combatte du Pas, Les Prailats, via Les Prés-Derrière), ainsi que la réfection de la conduite de « Beauregard »  
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote relatif au crédit précité

7. a)

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, donne la parole au Conseil communal.

Monsieur Daniel Kurz précise que, depuis plusieurs années, la qualité de l'eau des sources des Prés-Derrière est très médiocre et le débit est insuffisant pour satisfaire les besoins des propriétaires. Une demande a été faite auprès de la Commune par les propriétaires concernés, ainsi que par le propriétaire de l'immeuble situé sur la Commune du Noirmont, afin que leurs bâtiments soient branchés sur la conduite du SEF. Suite à cette demande, un crédit d'étude a été accepté en octobre 2002 par l'assemblée communale. Après 3 ans d'études et de combats avec les différents services cantonaux et fédéraux, nous sommes à même de présenter un projet de réfection et de prolongation de la conduite d'eau du réservoir de La Combatte du Pas, via Le Bois-Banal, aux Prés-Derrière pour un crédit de Fr. 2'043'000.00. Le Conseil communal propose l'acceptation de l'entrée en matière.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion sur le débat d'entrée en matière. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, la discussion est close.

Sur le fond, Monsieur Daniel Kurz rappelle que, après présentation d'un premier projet en septembre 2002 pour la conduite des Prés-Derrière et celle de Sous-les-Rangs aux instances « subventionnantes », la Commune n'a pas caché le fait que d'autres secteurs de la Commune feraient l'objet, ultérieurement, de demandes de subventions, car l'objectif des autorités communales est d'assurer une alimentation en eau potable suffisante, 365 jours par année à toutes les habitations du territoire communal, de participer activement à la santé humaine et animale de toute notre Commune, de mettre en place une commodité digne du 21<sup>ème</sup> siècle, d'assurer à long terme la pérennité des fermes concernées et la mise en place d'une protection incendie efficace de toutes les habitations. Cette nouvelle a interpellé les représentants de la Confédération qui ont immédiatement demandé un complément d'étude pour toutes les fermes et tous les hameaux de la Commune encore alimentés par des eaux de sources ou de toits, avant de prendre une décision d'entrée en matière sur le subventionnement du projet des Prés-Derrière. Le rapport final présenté aux autorités en mai 2003 représente un montant global de Fr. 3'648'000.00 pour l'alimentation en eau potable de toute la Commune, mis à part le hameau de Biaufond. En octobre 2003, les instances fédérales et cantonales ont, à réception de cette estimation, décidé de tenir compte de ce devis comme s'il s'agissait d'un plan directeur et que les travaux s'effectueraient par étapes. Dès lors, l'OFAG et le Service de l'économie rurale nous conseillent vivement de palier au plus urgent et d'agir sur le secteur des Prés-Derrière, Sous-les-Craux (Commune du Noirmont), où le manque d'eau potable et sa mauvaise

qualité en font une priorité. Les services précités refusent d'entrer en matière pour la ferme du Cerneux-Crétin, estimée non rentable du point de vue agricole, la ferme du Cerneut, résidence secondaire, privée de bétail durant l'hiver, la ferme de Monsieur Froidevaux aux Prés-Derrière, résidence secondaire. Ces trois fermes étaient prévues dans le programme initial. En décembre 2003, une séance d'information a eu lieu en compagnie des propriétaires concernés, avec approbation du projet et des frais à couvrir s'élevant à Fr. 5'000.00 par propriétaire. Vu l'importance du projet et la nécessité d'alimenter la ferme de la famille Tanner en eau saine et pure dès que possible, ainsi que pour ne pas retarder le dossier, la Commune du Noirmont a accepté, lors de son assemblée communale de décembre 2003, un crédit de Fr. 154'000.00 pour le secteur allant de la ferme de Madame Wicki à la ferme de la famille Tanner, sans garantie de subventionnement de l'A.I.J. Fin décembre 2003, l'A.I.J. nous confirme, par écrit, le taux de subventionnement de 15% pour le secteur des Prés-Derrière. Le dossier est enfin ficelé. Malheureusement, le subventionnement de l'A.I.J. pour la conduite allant de Beauregard à Chez Chailat, communiqué la semaine dernière, ne s'élève plus à Fr. 48'000.00 comme indiqué dans l'ordre du jour de ce soir, mais à Fr. 24'520.00, conformément à un nouveau mode de calcul de l'A.I.J. Le total des subventions passe donc à Fr. 1'347'720.00. Il reste donc une charge communale de Fr. 642'422.00. La conduite des Prés-Derrière, se montant à Fr. 1'444'400.00, est subventionnée. La conduite de Beauregard n'a pas été prise en compte pour le subventionnement du Service de l'économie rurale et de l'OFAG. Actuellement, ces instances ne versent plus d'argent pour la réfection de conduites. Il appartient aux Communes de créer un fonds, afin de pouvoir gérer ces réparations. Le total des subventions pour le secteur des Prés-Derrière se monte à 79.16%. Si l'on calcule le taux de subventionnement total pour Beauregard et Les Prés-Derrière, on arrive à 65.98%. Le subventionnement maximum pour une Commune est de 80%. Le financement communal de cet investissement sera assuré par le fonds des eaux qui s'élève au 1<sup>er</sup> janvier 2003 à Fr. 387'200.00, déduction faite des crédits votés antérieurement. Le Service des eaux réalise actuellement un excédent de produits s'élevant entre Fr. 50'000.00 et Fr. 70'000.00 par année. Dès lors, le solde de cet investissement sera résorbé dans un délai de 8 à 9 ans. Le financement intermédiaire sera assuré par un crédit de construction. Le début des travaux est projeté pour cet automne. Pour bénéficier des subventions pour 2004, il est impératif que la demande soit formulée par écrit, avec rentrée des soumissions avant le 31 mai 2004, auprès du Service de l'économie rurale. Pour cette raison, le Conseil communal a pris, en cas de préavis favorable du Conseil général, la décision de mettre en soumission et à l'enquête ces travaux dès le 30 mars 2004, sous réserve que le peuple accepte le crédit de ce projet lors de la votation populaire du 16 mai prochain. Un crédit de Fr. 40'000.00 sera débloqué par le Conseil communal pour mener à bien ces différents travaux, crédit imputé aux frais d'honoraires de l'ingénieur. La première étape durera environ 3 ans. La deuxième étape comprendra le hameau du Cerneux-Godat, ainsi que Sous-le-Mont et sera étudiée lors du projet de la STEP 2006, conformément à la demande des propriétaires intéressés. La troisième étape reliera les fermes des Sauces, des Aidges et du Cerneux de la Pluie. La quatrième étape raccordera le hameau de Biaufond. Pour les deuxième et troisième étapes, nous avons la promesse écrite qu'elles feront l'objet de subventions. Le taux de subventionnement sera calculé pour chaque nouvelle étape, car plusieurs critères sont pris en compte (nombre de raccordements agricoles, non agricoles, consommation d'eau agricole, non agricole, capacité financière de la Commune). Bien que refusé par les instances cantonales et fédérales comme projet subventionné, nous avons enveloppé le secteur de Beauregard dans ce crédit, car il s'agit d'un secteur qui connaît un grand nombre

de fuites. Le Conseil communal propose donc vivement de préavisier favorablement ce premier projet pour le raccordement des fermes des Prés-Derrière, Sous-les-Craux, y compris la réfection de la conduite de Beauregard et de La Combatte du Pas au Bois-Banal. Pour les renseignements techniques, Monsieur Daniel Kurz donne la parole à Monsieur Jean Jobin, ingénieur.

Monsieur Jean Jobin explique les différentes étapes chronologiques de l'étude. Il présente, en particulier, le tracé et les matériaux choisis, les coûts, les subventions et les ouvrages particuliers. En ce qui concerne les coûts, la répartition se fait de la manière suivante :

Récapitulation alimentation en eau potable Les Prés-Derrière
--

Devis juin 2003

02.04.2004

**Les Prés-Derrière (6'200 m)**

Total travaux "Les Prés-Derrière"	Fr.	1'672'382
Subventions Les Prés-Derrière	Fr.	1'323'200
Participation des privés	Fr.	25'000
Part commune Le Noirmont	Fr.	27'240
<b>TOTAL Les Prés-Derrière</b>	<b>Fr.</b>	<b>296'942</b>

**Changement conduite Beauregard - Chez Chailat (1'170 m)**

Total travaux Beauregard - Chez Chailat	Fr.	370'000
Subventions Beauregard - Chez Chailat	Fr.	24'520
<b>TOTAL Beauregard - Chez Chailat</b>	<b>Fr.</b>	<b>345'480</b>

**Récapitulation**

Total travaux	Fr.	2'042'382
Total subventions	Fr.	1'347'720
Participation des privés	Fr.	25'000
Part commune Le Noirmont	Fr.	27'240
<b>TOTAL projet "Les Prés-Derrière"</b>	<b>Fr.</b>	<b>642'422</b>

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose une interruption de séance, afin que les Conseillers généraux puissent consulter les différents plans présentés.

A la reprise des débats, Monsieur Jean Jobin informe les Conseillers des délais de procédure à respecter pour un début des travaux en 2004.

29 mars 2004 : préavis du Conseil général sur le projet

Avril 2004 : mise à l'enquête publique du projet (obligatoire pour obtenir des subventions)  
mise en soumission des travaux (également exigée pour le subventionnement)

16 mai 2004 : votation populaire du crédit d'investissement

Fin mai 2004 : adjudication des travaux et demande formelle de subventions au Service de l'économie rurale et à l'OEPN pour un début des travaux en 2004

Monsieur Jean Jobin précise que, le 7 avril, la mise à l'enquête et la soumission des travaux doivent être publiées dans la feuille officielle. Un délai de 40 jours doit être respecté entre la publication et la rentrée des offres qui est donc fixée au 17 mai 2004.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'il est prévu une utilisation de huit à neuf ans de bénéfices du fonds des eaux pour amortir cette première étape. Si nous tenons compte des trois étapes, une utilisation des bénéfices d'une durée de 25 à 30 ans sera nécessaire pour financer la globalité du projet. Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite connaître l'état du reste du réseau d'eau. En effet, si nous utilisons les bénéfices durant les 30 prochaines années pour le projet global présenté ce soir, comment procéderions-nous en cas de travaux à effectuer à un autre endroit sur le réseau d'eau.

Monsieur Daniel Kurz précise que, si nous partons aujourd'hui sur des bases de huit à neuf ans, cela ne signifie pas que nous ignorons totalement le reste du réseau, qui a déjà été fortement amélioré suite aux travaux de la traversée du village et la construction de la STEP. En effet, en 2003, nous sommes arrivés à moins de 10% de perte sur tout le réseau communal. Nous n'utiliserons pas tout le fonds uniquement pour financer le projet de ce soir. Des réserves seront toujours constituées pour les problèmes que nous pourrions rencontrer sur le reste du réseau.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite connaître le pourcentage d'anciennes conduites.

Monsieur Daniel Kurz précise qu'il reste passablement d'anciennes conduites, notamment du côté de La Chaux-d'Abel. Pour le projet de ce soir, nous corrigeons environ trois kilomètres d'anciennes conduites et chaque nouvelle étape provoquera une réfection de vieilles conduites.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, souligne que la conduite de La Large-Journée a été renouvelée dernièrement. Monsieur Bilat rappelle que nous avons 36% de fuites sur notre réseau il y a huit ans. L'année dernière, le bénéfice s'est élevé à Fr. 132'000.00.

Monsieur Francis Sauser souhaite savoir si la somme de Fr. 5'000.00 demandée à chaque propriétaire est une taxe qui comprend le raccordement de l'immeuble depuis la conduite principale ou si le propriétaire devra payer ce raccordement.

Monsieur Daniel Kurz précise que la décision a été prise de fixer une taxe forfaitaire, qui a été calculée par rapport au coût total du raccordement des immeubles et au nombre de propriétaires.

Monsieur Henri Boillat souhaite savoir si la Commune du Noirmont finance uniquement la conduite qui se trouve sur son terrain ou si elle prend en charge les frais depuis la ferme de Madame Wicki. En effet, Monsieur Boillat souligne que les travaux effectués depuis la ferme précitée ne nous concernent plus.

Monsieur Daniel Kurz précise que, effectivement, la Commune du Noirmont prend en charge le coût des travaux depuis la ferme de Madame Wicki.

Monsieur Jean-Pierre Bouille aimerait connaître, par mesure de comparaison, le montant de la taxe de raccordement pour un immeuble au village.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, au village, la taxe se monte à environ Fr. 2'500.00, Fr. 3'000.00 par immeuble.

Monsieur Paul-Justin Boillat présente l'avis du groupe PCSI sur le projet de réfection et de prolongation du réseau d'eau précité. Monsieur Boillat souligne que les problèmes liés à l'eau sont importants. Lorsque nous voyons les dépenses envisagées, nous pourrions évidemment nous demander s'il est bien nécessaire de maintenir ces fermes isolées. Pour le groupe PCSI, le territoire communal doit rester habité et habitable dans son ensemble. L'entretien nécessaire doit être réalisé. Les infrastructures indispensables pour une vie moderne, et non seulement pour une survie, doivent être développées en conséquence. Evidemment, un des éléments de ces infrastructures est l'eau potable qui, de nos jours, est due à chaque citoyen. Le projet présenté réjouit le groupe PCSI qui le soutient sans réserve. Monsieur Paul-Justin Boillat encourage le Conseil communal à penser immédiatement à la suite. En effet, le premier projet de mise en eau de la Commune des Bois date de 1939 ; il a fallu attendre une vingtaine d'années pour passer à une seconde étape et plus de quarante ans pour atteindre la troisième. Monsieur Boillat souhaite donc que l'alimentation en eau potable de toute la Commune soit réalisée dans un avenir relativement proche. D'autre part, le groupe PCSI salue le montage financier du projet de ce soir, encourage le Conseil communal à maintenir la pression et à éviter les dépassements fréquemment rencontrés dans les projets réalisés. Monsieur Boillat remercie vivement, au nom du groupe PCSI, les personnes qui s'investissent énormément dans ce projet. Enfin, il souhaite qu'une information de bonne qualité soit faite aux citoyens lors de la prochaine votation afin que chacun ait conscience de l'importance du projet lancé pour la vie communale.

Monsieur Yann Chappatte souligne que la Commission financière a été consultée au sujet de ce projet et qu'elle le soutient sans réserve. La seule remarque faite par la Commission financière concerne le fait que le fonds de réserves ne sera pas réalimenté au niveau actuel pour les prochaines étapes.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le crédit de Fr. 2'043'000.00 destiné à la réfection et à la prolongation du réseau d'eau communal (réservoir de La Combatte du Pas, Les Prailats, via Les Prés-Derrière), ainsi que la réfection de la conduite de « Beauregard » est préavisé favorablement à l'unanimité.

#### 7. b)

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose le texte suivant pour la votation communale du 16 mai prochain :

« Acceptez-vous un crédit d'engagement de Fr. 2'043'000.00, à couvrir, si nécessaire, par voie d'emprunt, destiné à la réfection et à la prolongation du réseau d'eau communal du secteur Les Prés-Derrière et à la réfection de la conduite de Beauregard ».

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant le texte susmentionné.

Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, la discussion est close et le texte accepté tacitement.

Concernant le message remis aux votants, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose que chaque votant reçoive un bulletin de vote, le message du Conseil communal avec son préavis, ainsi que le message du Conseil général. Monsieur Jobin suggère le message du Conseil général suivant :



« Lors de sa séance du 29 mars 2004, le Conseil général a préavisé favorablement le projet à l'unanimité. »

Aucune remarque n'étant faite, le message susmentionné est accepté tacitement.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21.20 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :